

Rapport de gestion /
Management's Discussion and Analysis

**Ressources Gimus Inc. /
Gimus Resources Inc.**

**30 septembre 2012
September 30, 2012**

Le présent rapport de gestion est conforme au règlement 51-102A des Autorités canadiennes en valeurs mobilières relatif à l'information continue. Le rapport de gestion est un supplément aux états financiers annuels qu'il complète et doit être lu parallèlement à ceux-ci. Il présente le point de vue de la direction sur les activités courantes de la Société et sur ses résultats financiers courants et passés ainsi qu'un aperçu des activités à venir au cours des prochains mois.

1.1 DATE

Le présent rapport de gestion a été rédigé le 24 janvier 2013 par la direction et a trait à la situation financière et à l'interprétation des résultats d'exploitation de Ressources Gimus Inc. (la "Société") pour l'exercice financier terminé le 30 septembre 2012. Ces états financiers annuels audités ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (l'International Financial Reporting Standards ou « IFRS ») telles que publiées par le Bureau international des normes comptables (l'International Accounting Standards Board ou «IASB ») alors en vigueur. Le rapport de gestion doit être lu en conjonction avec les états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 30 septembre 2012, qui a été préparé conformément aux IFRS publiées par l'IASB.

1.2 ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le rapport de gestion contient des énoncés prospectifs qui reflètent, à la date du rapport de gestion, les attentes, estimations et projections de la Société quant à ses opérations, à l'industrie minière en général et à l'environnement économique dans lequel elle évolue. Tout en étant raisonnables, ces énoncés comportent un certain élément de risque et d'incertitude de sorte qu'il n'y a aucune garantie qu'ils se réaliseront. Par conséquent, les résultats réels peuvent varier de façon importante de ceux mentionnés ou prévus dans ces énoncés prospectifs.

This management's discussion and analysis ("MD&A") follows rule 51-102A of the Canadian Securities Administrators regarding continuous disclosure for reporting issuers. It is a complement and supplement to the annual financial statements and should be read in conjunction with those statements. It represents the view of management on current activities and past and current financial results of the Company, as well as an outlook of the activities of the coming months.

1.1 DATE

The following management's discussion and analysis "MD&A" of Gimus Resources Inc. (the "Company") was written on January 24, 2013, for the year ended September 30, 2012. These annual audited financial statements have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards ("IFRS") as issued by the International Accounting Standards Board ("IASB") thus in force. The MD&A should be read in conjunction with the Company's audited annual financial statements for the year ended September 30, 2012, which has been prepared in accordance with IFRS as issued by the IASB.

1.2 FORWARD LOOKING STATEMENTS

This MD&A contains forward-looking statements that are based on the Company's expectations, estimates and projections regarding its business, the mining industry in general and the economic environment in which it operates as of the date of the MD&A. These statements are reasonable but involve a number of risks and uncertainties, and there can be no assurance that they will prove to be accurate. Therefore, actual outcome and results may differ materially from those expressed in or implied by these forward-looking statements.

1.3 NATURE DES ACTIVITÉS

La Société est une société d'exploration minière junior dont les activités consistent à acquérir, explorer, mettre en valeur, développer et, le cas échéant, exploiter des propriétés minières dans divers secteurs. La Société n'a aucun revenu de production puisque durant l'exercice elle n'avait qu'une seule propriété, la propriété Baie Johann-Beetz, qui était au stade de l'exploration.

1.4 SURVOL

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2012, la Société a effectué des travaux de géologie au montant de 20 791 \$ sur des propriétés que la Société avait l'intention d'acquérir.

Au 30 septembre 2012, le fonds de roulement de la Société était de 872 363 \$ excluant les autres passifs qui est un poste non monétaire.

Au 30 septembre 2012, la Société disposait de 867 930 \$ en liquidité et 26 269 \$ en taxes à recevoir.

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2012, la Société n'a pas complété de placement privé.

1.5 ACTIVITÉS D'EXPLORATION

Les actifs d'exploration et d'évaluation pour l'exercice financier terminé le 30 septembre 2012 se sont établis à 10 210 \$, nets des crédits d'impôt et de droits remboursables à recevoir. Les travaux d'exploration et d'évaluation ont été effectués sur la propriété Baie Johann-Beetz. Cependant, considérant les récents problèmes au niveau environnemental, politique, social et économique liés à l'exploration de l'uranium au Québec, la Société a décidé pour le moment de retarder tous travaux d'exploration additionnels sur cette propriété.

Durant l'exercice, la compagnie a évalué différents projets d'exploration notamment dans le secteur du fer et aucun n'a retenu l'attention de Gimus. Cependant, la Société est toujours en évaluation pour des projets avancés et "grass roots" dans l'espoir d'en arriver à une entente prochainement.

1.3 NATURE OF ACTIVITIES

The Company is a junior mining exploration company whose operations include the acquisition, exploration, development and, if warranted, the exploitation of mining properties in various sectors. The Company has no revenues from production since during the year it had only one property, the Baie Johann-Beetz property, which was at the exploration stage.

1.4 OVERVIEW

During the three month period ended September 30, 2012, the Company realized geological exploration work in the amount of \$20,791 on a property that the Company had the intention of purchasing.

As of September 30, 2012, the Company had working capital of \$872 363 excluding other liabilities which is a non-monetary account.

As of September 30, 2012, the Company had \$867,930 in cash and \$26,269 in taxes receivable.

During the three month period ended September 30, 2012 the Company did not complete any private placements.

1.5 EXPLORATION ACTIVITIES

Exploration and evaluation assets for the year ended September 30, 2012 were \$10,210, net of tax credits and credit on duties receivable. The exploration and evaluation work was done on the Baie Johann-Beetz property. However, considering the recent environmental, political, social and economic problems related to the uranium sector in Quebec, the Company decided to postpone for now any additional exploration work on its Baie Johann-Beetz Property.

During the year the Company has evaluated different mineral exploration projects, including in the iron ore sector, none of which were deemed of sufficient interest to warrant further action in the circumstances. The Company is however presently reviewing advanced and grass roots projects with the hope of entering into an agreement in the coming weeks.

1.5 ACTIVITÉS D'EXPLORATION (suite)

Durant le premier trimestre de l'exercice financier 2013, la Société a jalonné 48 titres miniers sur la propriété Bouchard située à 50 km au Sud-Est de l'aéroport Chibougamau-Chapais près de la ville de Chibougamau, Québec et a commencé un programme d'exploration.

Le programme consistait en un levé aéroporté magnétique et électromagnétique de 850 kilomètres de ligne, la prospection de terrain sur les affleurements, de tranchés, de décapage et d'un programme de 2,000 mètres de forage au diamant. Les travaux ont été complétés en décembre 2012. La Société est dans l'attente des résultats du laboratoire.

Voici une analyse détaillée des actifs d'exploration et d'évaluation pour l'exercice financier terminé le 30 septembre 2012.

1.5 EXPLORATION ACTIVITIES (Continued)

During the first quarter of the year 2013, the Company staked 48 mining claims on the Bouchard property located 50 km south-east of the airport Chibougamau-Chapais near the town of Chibougamau, Quebec and started a field exploration program.

The program consisted of early-stage geological mapping and sampling, a 850 line-kilometers detailed and high resolution airborne Magnetic and Time-Domain Electromagnetic survey, prospecting of known and new base metals showings, outcrop stripping and trenching, and 2,000 meters of diamond drilling on the most prospective occurrences to test continuity, grade and size potential. The program was completed in December 2012. The Company is still waiting for the results from the laboratory.

The table below contains the detailed analysis of exploration and evaluation assets for the year ended September 30, 2012.

	\$
Solde au début / Balance, beginning of year	-
Ajouter / Add	
Rapport/ Report	17 233
Crédit d'impôt et de droits remboursables/Tax credits receivable	<u>(7 023)</u>
Solde à la fin / Balance, end of year	<u>10 210</u>

1.6 RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant représente l'information trimestrielle choisie pour chacun des quatre trimestres complétés depuis la constitution de la Société.

1.6 SUMMARY OF QUARTER RESULTS

The following table sets forth selected quarterly financial information for each of the four completed quarters since the incorporation of the Company.

Trois mois terminé le	Résultat global pour la période / Total comprehensive loss for the period	Résultat par action / Loss per share	Three month period ended
	\$	\$	
30 septembre 2012	5 449	0,0004	September 30, 2012
30 juin 2012	(18 691)	(0,001)	June 30, 2012
31 mars 2012	(96 054)	(0,009)	March 31, 2012
31 décembre 2011	(88 217)	(0,014)	December 31, 2011
30 septembre 2011	-	-	September 30, 2011

**1.6 RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS
(suite)**

RÉSULTAT

Le résultat global de la période de trois mois au montant de 5 449 \$ est composé principalement des dépenses d'exploration et évaluation de projets de 20 791 \$, de papeterie et frais de bureau de 5 873 \$, de frais de fiducie et d'enregistrement de 5 438 \$, d'honoraires professionnels de 4 780 \$ compensés par un montant de 36 413 \$ d'honoraires professionnels qui ont été transféré aux frais d'émission d'actions, de l'impôt de la partie XII.6 de 2 787 \$ et de l'impôt différé au montant de (8 285 \$).

Au cours de l'exercice de douze mois terminé le 30 septembre 2012, la Société a enregistré un résultat global de (197 513\$).

Le résultat global de l'exercice financier 2012 est composé principalement de paiements fondés sur des actions de 67 500 \$, des honoraires professionnels de 42 366 \$, frais initiaux pour une société ouverte de 35 912 \$, de l'exploration et évaluation de projets de 24 378 \$ et de frais de fiducie et d'enregistrement de 15 090 \$ et de papeterie et frais de bureau de 10 457 \$.

**1.6 SUMMARY OF QUARTER RESULTS
(Continued)**

LOSS

The comprehensive income for the three-month period of an amount of \$ 5,449 is comprised mainly of evaluation and exploration expenses of \$20,791, office expenses of \$5,873, trustee and registration fees of \$5,438, professional fees for an amount of \$4,780 offset by an amount of \$36,413 from professionals fees which was transferred to share issuance costs, Part XII.6 income taxes of \$2,787 and deferred income taxes in the amount of (\$8,285).

During the year ended September 30, 2012, the Company recorded a comprehensive loss of \$197,513.

The comprehensive loss for the year ended September 30, 2012 is comprised mainly of share-based payments of \$67,500, professional fees of \$42,366, initial public fees of \$35,912, evaluation and exploration expenses of \$24,378, trustees and registration fees of \$15,090 and office expenses of \$10,457.

1.7 INFORMATION ANNUELLE CHOISIE

1.7 SELECTED ANNUAL INFORMATION

	30 septembre/ September 30 2012 \$	30 September/ September 30 2011 \$
Résultat net et résultat global total / Net loss and total comprehensive loss	(197 513)	-
Résultat par action / Loss per share	(0,019)	-
Trésorerie / Cash	111 583	-
Trésorerie détenue à des fins d'exploration / Cash held for exploration expenses	756 347	-
Trésorerie / Cash	867 930	-
Actifs d'exploration et d'évaluation / Exploration and evaluation assets	310 210	300 000
Actif total / Total assets	1 212 999	300 000
Passif total / Total liabilities	163 591	-
Capitaux propres / Equity	1 049 408	300 000

1.8 SITUATION FINANCIÈRE**TRÉSORERIE**

Au 30 septembre 2012, la Société disposait de 867 930 \$ en liquidité. La Société n'a pas d'engagement contractuel important, autres que celui de dépenser une somme de 398 847 \$ en dépenses d'exploration d'ici le 31 décembre 2012 et 357 500 \$ d'ici le 31 décembre 2013 dans le cadre de convention de souscription d'actions accréditatives, dont un montant de 453 294 \$ a été encouru au 31 décembre 2012.

ACTIF

Le fonds de roulement au 30 septembre 2012 était de 872 363 \$ excluant les autres passifs et était composé essentiellement de la trésorerie détenue à des fins d'exploration.

Au 30 septembre 2012, le total de l'actif de la Société était de 1 212 999 \$ représenté essentiellement par 867 930 \$ en trésorerie et trésorerie détenue à des fins d'exploration, 26 269 \$ en taxes à recevoir et 310 210 \$ en actifs d'exploration et d'évaluation.

PASSIF

En date du 30 septembre 2012, le total du passif de la Société était de 163 591 \$ représenté par les autres passifs au montant de 133 165 \$, qui est un compte non monétaire et par les dettes fournisseurs et autres créditeurs au montant de 30 426 \$.

CAPITAUX PROPRES

En date du 30 septembre 2012, les capitaux propres totalisaient 1 049 408 \$ représenté par 1 310 400 \$ en capital-actions, 77 232 \$ en surplus d'apport et (338 224 \$) en déficit.

1.9 FLUX DE TRÉSORERIE

Au 30 septembre 2012, la Société disposait de 867 930 \$ en liquidité.

Ces liquidités sont expliquées par le fait que la Société a complété des placements privés au cours des trimestres précédents.

1.8 FINANCIAL SITUATION**CASH**

As of September 30, 2012, the Company had \$867,930 in cash. The Company does not have important commitments, other than the incurring of at least \$398,847 in Canadian Exploration Expenses prior to December 31, 2012 and \$357,500 prior to December 31, 2013 pursuant to flow-through shares subscription agreements, of which an amount of \$453,294 was incurred as of December 31, 2012.

ASSETS

The working capital as at September 30, 2012 was \$872,363 excluding other liabilities and was mainly comprised of the cash held for exploration expenses.

As of September 30, 2012, the Company had \$1,212,999 in total assets mainly represented by \$867,930 in cash and cash held for exploration expenses, \$26,269 in taxes receivable and \$310,210 in exploration and evaluation assets.

LIABILITIES

As at September 30, 2012, the Company had \$163,591 in total liabilities represented by the other liabilities in the amount of \$133,165, which is a non-monetary account and of the trade and other payables in the amount of \$30,426.

EQUITY

As at September 30, 2012, the equity was \$1,049,408 represented by \$1,310,400 in share capital, \$77,232 in contributed surplus and (\$338,224) in deficit.

1.9 CASH FLOW

As of September 30, 2012, the Company had \$867,930 in cash.

These liquidities are explained by the fact that the Company completed private placements in the previous quarters.

1.9 FLUX DE TRÉSORERIE (suite)**ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES**

Pour l'exercice financier terminé au 30 septembre 2012, le flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles a totalisé un montant de (135 708 \$) représenté par le résultat avant impôt de (205 798 \$), les paiements fondés sur des actions de 67 500 \$ et la variation nette du fonds de roulement de 2 590 \$.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Le flux de trésorerie provenant des activités de financement a été de 1 020 871 \$ durant l'exercice financier terminé le 30 septembre 2012 représenté par l'émission d'actions de placements privés de 1 151 850 \$ et des frais d'émission d'actions de (130 979 \$).

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Le flux de trésorerie provenant des activités d'investissement a nécessité des liquidités de (17 233 \$) pour l'exercice terminé le 30 septembre 2012.

1.10 ENGAGEMENTS FINANCIERS ET ARRANGEMENT HORS BILAN

Aucun

1.11 Normes, amendements et interprétations de normes publiés qui ne sont pas encore en vigueur et qui n'ont pas été adoptées de façon anticipée par la Société

À la date d'autorisation de ces états financiers, de nouvelles normes et interprétations de normes existantes et de nouveaux amendements ont été publiés, mais ne sont pas encore en vigueur, et la Société ne les a pas adoptées de façon anticipée. Ceux-ci seront adoptés à leur date d'entrée en vigueur.

La direction prévoit que l'ensemble des prises de position sera adopté dans les méthodes comptables de la Société au cours de la première période débutant après la date d'entrée en vigueur de chaque prise de position. L'information sur les nouvelles normes et interprétations ainsi que les nouveaux amendements qui sont susceptibles d'être pertinents pour les états financiers de la Société, est fournie ci-dessous. Certaines autres nouvelles normes et interprétations ont été publiées, mais on ne s'attend pas à ce qu'elles aient une incidence sur les états financiers de la Société.

1.9 CASH FLOW (Continued)**OPERATING ACTIVITIES**

During the year ended September 30, 2012, cash flows from operating activities was (\$135,708) represented by the loss before income taxes of (\$205,798), the share-based payments of \$67,500 and the changes in working capital items of \$2,590.

FINANCING ACTIVITIES

For the year ended September 30, 2012, cash flows from financing activities was \$1,020,871 represented by the issuance of shares by private placements of \$1,151,850 and share issuance costs of (\$130,979).

INVESTMENT ACTIVITIES

During the year ended September 30, 2012, cash flows from investment activities used an amount of (\$17,233).

1.10 COMMITMENTS AND OFF-BALANCE SHEET ARRANGEMENT

None

1.11 Standards, amendments and interpretations to existing standards that are not yet effective and have not been adopted early by the Company

At the date of authorization of these financial statements, certain new standards, amendments and interpretations to existing standards have been published but are not yet effective, and have not been adopted early by the Company. These standards will be adopted at the effective date.

Management anticipates that all of the pronouncements will be adopted in the Company's accounting policy for the first period beginning after the effective date of the pronouncement. Information on new standards, amendments and interpretations that are expected to be relevant to the Company's financial statements is provided below. Certain other new standards and interpretations have been issued but are not expected to have an impact on the Company's financial statements.

1.11 Normes, amendements et interprétations de normes publiés qui ne sont pas encore en vigueur et qui n'ont pas été adoptées de façon anticipée par la Société (suite)

La direction n'a pas encore déterminée l'incidence que ces nouvelles normes auront sur les états financiers de la Société.

IFRS 7: «Informations à fournir : compensation d'actifs financiers et de passifs financiers» ajoutent des informations à fournir qualitatives et quantitatives concernant les montants nets et bruts des instruments financiers comptabilisés a) qui sont compensés dans l'état de la situation financière et b) faisant l'objet d'un accord de compensation globale exécutoire ou d'un accord similaire, même s'ils n'ont pas été compensés dans l'état de la situation financière. Les modifications sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ainsi que pour les périodes intermédiaires à l'intérieur de ces exercices. Les informations à fournir requises doivent être fournies de façon rétrospective. La direction ne prévoit pas d'incidence importante sur les états financiers de la Société découlant de ces modifications.

IFRS 9: «Instruments financiers» vise à remplacer intégralement l'IAS 39, «Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation». La norme de remplacement (IFRS 9) est publiée en plusieurs phases. À ce jour, les chapitres traitant de la comptabilisation, du classement, de l'évaluation et de la décomptabilisation des actifs et passifs financiers ont été publiés. Ces chapitres sont en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015. D'autres chapitres traitant de la méthodologie de dépréciation et de la comptabilité de couverture sont toujours en cours d'élaboration. La direction ne prévoit pas adopter cette nouvelle norme avant que tous les chapitres du projet de remplacement de l'IFRS 9 aient été publiés et qu'elle puisse déterminer toutes les incidences de ces changements.

IFRS 13: «Évaluation de la juste valeur» est une nouvelle norme définissant la juste valeur, son cadre d'évaluation et les exigences de divulgation au sujet de son évaluation. Les exigences d'évaluation et de divulgation de cette norme s'appliquent lorsque d'autres IFRS imposent ou permettent des évaluations à la juste valeur ou la communication d'informations à leur sujet (avec quelques exceptions). Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices financiers débutant le ou après le 1^{er} janvier 2013.

1.11 Standards, amendments and interpretations to existing standards that are not yet effective and have not been adopted early by the Company (Continued)

Management has not yet determined the impact of these new standards on the Company's financial statements.

IFRS 7: "Disclosures - Offsetting Financial Assets and Financing Liabilities" adds qualitative and quantitative disclosures relating to gross and net amounts of recognised financial instruments that are (a) set off in the statement of financial position and (b) subject to enforceable master netting arrangements and similar agreements, even if not set off in the statement of financial position. The Amendments are effective for annual reporting periods beginning on or after 1 January 2013 and interim periods within those annual periods. The required disclosures should be provided retrospectively. Management does not anticipate a material impact on the Company's financial statements from these Amendments.

IFRS 9: "Financial Instruments" aims to replace IAS 39 "Financial Instruments: recognition and measurement" in its entirety. The replacement standard (IFRS 9) is being issued in phases. To date, the chapters dealing with recognition, classification, measurement and derecognition of financial assets and liabilities have been issued. These chapters are effective for annual periods beginning on or after January 1st, 2015. Further chapters dealing with impairment methodology and hedge accounting are still being developed. Management do not expect to implement the amendments until all chapters of IFRS 9 have been published and they can comprehensively assess the impact of all changes.

IFRS 13: "Fair value measurement" is a new standard that defines fair value, sets out a framework for measuring fair value and requires disclosure about fair value measurements. This IFRS applies when another IFRS requires or permits fair value measurements or disclosure about fair value measurements (with limited exceptions). This new standard is effective for financial years commencing on or after January 1st, 2013.

1.11 Normes, amendements et interprétations de normes publiés qui ne sont pas encore en vigueur et qui n'ont pas été adoptées de façon anticipée par la Société (suite)

IAS 1: «Présentation des états financiers» précise qu'une entité doit regrouper les éléments présentés au poste "Autres éléments du résultat global" dans des éléments qui, conformément à d'autres normes IFRS : a) ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net et b) seront reclassés ultérieurement en résultat net lorsque certaines conditions seront remplies. Cette modification s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2012. La direction ne prévoit pas d'incidence importante sur les états financiers de la Société découlant de ces modifications.

IAS 32: «Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers» ajoutent des directives afin de traiter les incohérences liées à l'application des critères d'IAS 32 en matière de compensation d'actifs financiers et de passifs financiers en ce qui a trait aux deux points suivants :

- La signification de «a actuellement un droit juridiquement exécutoire de compenser»;
- Certains systèmes de règlement brut peuvent-ils être considérés comme des équivalents à un règlement sur une base nette?

Les modifications sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 et doivent être appliquées de façon rétroactive. La direction ne prévoit pas d'incidence importante sur les états financiers de la Société découlant de ces modifications.

1.12 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

L'information est fournie dans la note 4 des états financiers annuels audités du 30 septembre 2012.

1.11 Standards, amendments and interpretations to existing standards that are not yet effective and have not been adopted early by the Company (Continued)

IAS 1: "Presentation of Financial Statements (IAS 1 Amendments) " requires an entity to group items presented in other comprehensive income into those that, in accordance with other IFRSs: (a) will not be reclassified subsequently to profit or loss and (b) will be reclassified subsequently to profit or loss when specific conditions are met. It is applicable for annual periods beginning on or after July 1st, 2012. Management does not anticipate a material impact on the Company's financial statements from these Amendments.

IAS 32: " Offsetting Financial Assets and Financial Liabilities" adds application guidance to address inconsistencies in applying IAS 32's criteria for offsetting financial assets and financial liabilities in the following two areas:

- the meaning of 'currently has a legally enforceable right of set-off'
- that some gross settlement systems may be considered equivalent to net settlement.

The Amendments are effective for annual periods beginning on or after 1 January 2014 and are required to be applied retrospectively. Management does not anticipate a material impact on the Company's financial statements from these Amendments.

1.12 SUMMARY OF ACCOUNTING POLICIES

The information is provided in Note 4 of the September 30, 2012 audited annual financial statements.

1.13 JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

Lorsque la Société prépare les états financiers selon les IFRS, la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels peuvent différer des jugements et des estimations. Ces estimations et jugements sont fondés sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question.

Se référer à la note 5 des états financiers annuels audités pour une description détaillée de l'information sur les jugements, les estimations et les hypothèses significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges.

1.14 CONTRÔLE

Relativement aux ordonnances de dispense émises en novembre 2007 par chacune des autorités en valeurs mobilières à travers du Canada, le Chef de la direction et le Chef de la direction financière de la Société doivent produire une «Attestation de base relative à l'émetteur émergent» relativement à l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires y compris les Rapports de gestion.

En comparaison avec le certificat intitulé «Annexe 52-109A2 Attestation des documents annuels et intérimaires», l'«Attestation de base relative à l'émetteur émergent» comprend un «Avis au lecteur» qui déclare que le Chef de la direction et le Chef de la direction financière ne font aucune déclaration concernant l'établissement et le maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109.

1.13 CRITICAL ACCOUNTING ESTIMATES, JUDGEMENTS AND ASSUMPTIONS

The preparation of the financial statements in accordance with IFRS requires management to undertake a number of judgments, estimates and assumptions about recognition and measurement of assets, liabilities, income and expenses. The actual results may differ from these judgments and estimates. These estimates and judgments are based on management's best knowledge of the events or circumstances and actions the Company may take in the future. The estimates are reviewed on an ongoing basis.

Please refer to Note 5 of the audited annual financial statements for an extended description of the information concerning the Company's significant judgments, estimates and assumptions that have the most significant effect on the recognition and measurement of assets, liabilities, income and expenses.

1.14 CONTROL

In connection with Exemption Orders issued in November 2007 by each of the securities commissions across Canada, the Chief Executive Officer ("CEO") and Chief Financial Officer ("CFO") of the Company will file a Venture Issuer Basic Certificate with respect to the financial information contained in the unaudited quarterly financial statements and the audited annual financial statements and respective accompanying MD&A.

In contrast to the certificate under Multilateral Instrument ("MI") 52-109 (Certification of Disclosure in Issuer's Annual and Interim Filings), the Venture Issuer Basic Certification includes a 'Note to Reader' stating that the CEO and CFO do not make any representations relating to the establishment and maintenance of disclosure controls and procedures and internal control over financial reporting, as defined in MI 52-109.

1.15 RISQUES ET INCERTITUDES***Risques inhérents aux activités d'exploration minière***

Les activités de la Société consistent à acquérir et explorer des propriétés minières dans l'espoir de découvrir des gîtes de minerai économiques. Les propriétés de la Société sont présentement au stade de l'exploration et ne contiennent aucun gisement commercialisable connu. Par conséquent, il est peu probable que la Société réalisera des bénéfices à court ou moyen termes. Toute rentabilité future des activités de la Société est tributaire de la découverte d'un gisement de minerai économique. De plus, même si un gisement de minerai économique est découvert, rien ne garantit qu'il soit mis en production de manière commercialement rentable.

Réglementation et exigences environnementales

Les activités de la Société nécessitent l'obtention de permis auprès de diverses autorités gouvernementales et sont régies par des lois et des règlements sur l'exploration, la mise en valeur, l'exploitation, la production, les exportations, les impôts, les normes du travail et la sécurité au travail ainsi que sur l'environnement et autres questions.

Des coûts supplémentaires et des retards peuvent être occasionnés par la nécessité de se conformer aux lois et règlements. Si la Société ne pouvait obtenir ou renouveler les permis ou approbations, elle pourrait être forcée de réduire ou cesser ses activités d'exploration ou de mise en valeur.

Besoins en capitaux

L'exploration, la mise en valeur, le traitement et l'exploitation des propriétés de la Société exigeront un financement supplémentaire considérable. Les seules sources de fonds disponibles pour la Société sont l'émission de capital-actions additionnel et l'emprunt. Il n'existe aucune assurance que de tels financements seront disponibles à la Société ni qu'ils le seront selon des modalités favorables à la Société ou qu'ils seront suffisants pour répondre aux besoins de la Société, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur les affaires de la Société et sur sa situation financière. L'impossibilité d'obtenir un financement suffisant peut entraîner un retard, voire le report indéterminé des travaux d'exploration, de mise en valeur ou de production sur l'une ou l'ensemble des propriétés de la Société, et même occasionner la perte de sa participation dans une propriété.

1.15 RISKS AND UNCERTAINTIES***Risks Inherent to Mining Exploration***

The Company is engaged in the business of acquiring and exploring mineral properties in the hope of locating economic deposits of minerals. The Company's property interests are in the exploration stage only and are without a known body of commercial ore. Accordingly, there is little likelihood that the Company will realize any profits in the short to medium term. Any profitability in the future from the Company's business will be dependent upon locating an economic deposit of minerals. However, there can be no assurance, even if an economic deposit of minerals is located, that it can be commercially mined.

Regulation and Environmental Requirements

The activities of the Company require permits from various governmental authorities and are governed by laws and regulations related to prospecting, development, mining, production, exports, taxes, labour standards, occupational health, environmental protection and other matters.

Increased costs and delays may result of the need to comply with applicable laws and regulations. If the Company is unable to obtain or renew licenses, approvals and permits, it may be curtailed or prohibited from proceeding with exploration or development activities.

Capital Needs

The exploration, development, mining and processing of the Company's properties will require substantial additional financing. The only current source of future funds available to the Company is the issuance of additional equity capital and the borrowings of funds. There is no assurance that such funding will be available to the Company or that it will be obtained on terms favourable to the Company or will provide the Company with sufficient funds to meet its objectives, which may adversely affect the Company's business and financial position. In addition, any future equity financings by the Company may result in a substantial dilution for subscribers of the Offered Securities. Failure to obtain sufficient financing may result in delaying or indefinite postponement of exploration, development or production on any or all of the Company's properties or even a loss of property interest.

1.15 RISQUES ET INCERTITUDE (suite)***Prix des métaux***

Le prix du marché des actions ordinaires de la Société, ses résultats financiers ainsi que ses activités d'exploration, de mise en valeur et d'exploitation minière ont déjà subi dans le passé et pourraient éventuellement subir, des répercussions négatives importantes en raison de la chute des prix des métaux communs ou précieux.

Risques non assurés

Les activités de la Société sont sujettes à certains risques et dangers, dont des conditions environnementales difficiles, des accidents industriels, des conflits de travail, des conditions géologiques inusitées ou inattendues, des glissements de terrain ou de talus, des éboulements et des phénomènes naturels tels que des conditions météorologiques défavorables, des inondations et des tremblements de terre. De tels événements pourraient occasionner des blessures ou décès, des dommages environnementaux ou autres aux propriétés ou installations d'exploration de la Société ou aux propriétés d'autres sociétés, des retards dans l'exploration minière, des pertes monétaires et de possibles responsabilités légales.

Continuité de l'exploitation

Les états financiers ont été établis sur une base de continuité d'exploitation, laquelle prévoit que la Société sera en mesure de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Étant donné que la Société n'a pas encore trouvé une propriété qui contient des dépôts de minéraux économiquement exploitables, la Société n'a pas généré de revenus ni de flux de trésorerie de son exploitation jusqu'à maintenant. Au 30 septembre 2012, la Société a un déficit de 338 224 \$ (nil \$ au 30 septembre 2011). Ces incertitudes significatives jettent donc un doute important relativement à la capacité de la Société de poursuivre ses activités.

La capacité de la Société de poursuivre ses activités dépend de l'obtention de nouveaux financements nécessaires à la poursuite de l'exploration de ses propriétés minières. Même si la Société a réussi à financer ses programmes d'exploration dans le passé, rien ne garantit qu'elle réussira à obtenir d'autres financements dans l'avenir.

1.15 RISKS AND UNCERTAINTIES (Continued)***Commodity Prices***

The market price of the Company's common shares, its financial results and its exploration, development and mining activities have previously been, or may in the future be, significantly adversely affected by declines in the price of precious or base minerals.

Uninsured Risks

The Company's business is subject to a number of risks and hazards, including adverse environmental conditions, industrial accidents, labor disputes, unusual or unexpected geological conditions, ground or slope failures, cave-ins, and natural phenomena such as inclement weather conditions, floods and earthquakes. Such occurrences could result in damage to mineral properties or exploration facilities, personal injury or death, environmental damage to the Company's properties or the properties of others, delays in exploration work, monetary losses and possible legal liabilities.

Going Concern

The financial statements have been prepared on the basis of the going concern assumption, meaning the Company will be able to realize its assets and discharge its liabilities in the normal course of operations.

Given that the Company has not yet determined whether its mineral properties contain mineral deposits that are economically recoverable, the Company has not yet generated income nor cash flows from its operations. As at September 30, 2012, the Company has a negative cumulated deficit of \$338,224 (\$nil as at September 30, 2011). These material uncertainties cast a significant doubt regarding the Company's ability to continue as a going concern.

The Company's ability to continue as a going concern is dependent upon its ability to raise additional financing to further explore its mineral properties. Even if the Company has been successful in the past in doing so, there is no assurance that it will manage to obtain additional financing in the future.

1.15 RISQUES ET INCERTITUDE (suite)***Continuité de l'exploitation (suite)***

Les états financiers n'ont pas subi les ajustements qu'il serait nécessaire d'apporter aux valeurs comptables des actifs et des passifs, aux produits et aux charges présentés et au classement utilisé dans l'état de la situation financière si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation ne convenait pas.

1.16 POLITIQUES ET PROCÉDÉS DE GESTION DU CAPITAL

Les objectifs de la Société en ce qui a trait à la gestion du capital sont d'assurer la capacité de la Société de poursuivre ses activités, augmenter la valeur des actifs de la Société et d'assurer un rendement aux propriétaires de la Société.

Ces objectifs seront atteints par l'établissement de projets d'exploration adéquats, la mise en valeur de ces projets et ultimement la mise en production ou la vente des propriétés et l'obtention de liquidités, avec des partenaires ou seul.

La Société gère son capital sur la base de la valeur comptable des capitaux propres.

La Société n'est soumise à aucune exigence en matière de capital imposée de l'extérieur, sauf lorsqu'il conclut un placement accreditif pour lequel le montant doit être utilisé à des fins d'exploration, dont les détails sont fournis aux notes 9 et 18 des états financiers annuels audités.

La Société finance ses activités d'exploration et d'évaluation principalement en recherchant des capitaux supplémentaires au moyen de placements privés.

Lorsque les conditions de financement ne sont pas optimales, la Société peut signer des conventions d'options ou autres ententes pour être en mesure de continuer ses activités d'exploration et d'évaluation ou peut ralentir ses activités jusqu'à ce que les conditions de financement s'améliorent.

1.15 RISKS AND UNCERTAINTIES (Continued)***Going Concern (Continued)***

The carrying amounts of assets, liabilities, revenues and expenses presented in the financial statements and the classification used in the statement of financial position have not been adjusted as would be required if the going concern assumption was not appropriate.

1.16 CAPITAL MANAGEMENT POLICIES AND PROCEDURES

The Company's capital management objectives are to ensure the Company's ability to continue as a going concern, to increase the value of the assets of the business, and to provide an adequate return to owners of the parent.

These objectives will be achieved by identifying the right exploration projects, adding value to these projects and ultimately taking them through to production or sale and cash flow, either with partners or by the Company's own means.

The Company monitors capital on the basis of the carrying amount of equity.

The Company is not exposed to any externally imposed capital requirements except when the Company issues flow-through shares for which an amount should be used for exploration work. See all the details in Notes 9 and 18 of the audited annual financial statements.

The Company finances its exploration and evaluation activities principally by raising additional capital either through private placements or public offerings.

When financing conditions are not optimal, the company may enter into option agreements or other solutions to continue its activities or may slow its activities until conditions improve.

1.17 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties liées de la Société comprennent les principaux dirigeants et les sociétés des principaux dirigeants comme il est expliqué ci-dessous.

Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristique ni condition spéciales, et aucune garantie n'a été donnée ou reçue. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie.

1.17.1 Transactions avec les principaux dirigeants

Paiements fondés sur des actions (résultat net) /
Share-based payments (Net loss)

1.17 RELATED PARTY TRANSACTIONS

The Company's related parties include its associate, a company and joint key management, as described below.

Unless otherwise stated, none of the transactions incorporated special terms and conditions and no guarantees were given or received. Outstanding balances are usually settled in cash.

1.17.1 Transactions with key management personnel

2012 (366 jours) / (366 days)	2011 (26 jours) / (26 days)
\$	\$
67 500	-

Les principaux dirigeants ont également effectué des souscriptions d'actions pour un montant total de 345 850 \$ (nil \$ en 2011) lors des financements de l'exercice qui ont été comptabilisées dans les capitaux propres.

Key management also subscribed shares for a total amount of \$345,850 (\$nil in 2011) within this year's placements which was recorded in equity.

1.17.2 Transactions avec une société contrôlée par le président

La Société a encourue les charges suivantes avec une société contrôlée par le président :

Exploration et évaluation des projets /
Exploration and evaluation projects

1.17.2 Transactions with a company controlled by the president

The Company incurred the following expenses with a company controlled by the president:

2012 (366 jours) / (366 days)	2011 (26 jours) / (26 days)
\$	\$
19 816	-

Au 30 septembre 2012 et 2011, les dettes fournisseurs et autres crédateurs incluent une somme à payer à une société contrôlée par le président, respectivement de 19 816 \$ et nil \$.

As at September 30, 2012 and 2011, trade and other payables include an amount payable to a company controlled by the President, respectively of \$19,816 and \$nil.

1.18 ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS

La Société est financée en partie par l'émission d'actions accréditatives et, en vertu de règles fiscales relatives à ce type de financement, la Société s'est engagée à réaliser des travaux d'exploration minière.

Ces règles fiscales fixent également des échéances pour la réalisation des travaux d'exploration qui doivent être entrepris au plus tard à la première des dates suivantes :

- Deux ans suivant les placements accréditifs;
- Un an après que la Société a renoncé aux déductions fiscales relatives aux travaux d'exploration.

Les engagements à effectuer des travaux d'exploration qui ne sont pas respectés sont soumis à un taux d'imposition combiné de 27 % (Canada et Québec).

Cependant, il n'existe aucune garantie à l'effet que ces dépenses d'exploration seront admissibles à titre de frais d'exploration au Canada, même si la Société s'est engagé à prendre toutes les mesures nécessaires à cet égard. Le refus de certaines dépenses par l'administration fiscale pourrait avoir un impact fiscal négatif pour les investisseurs.

Au cours de la période de présentation de l'information financière, la Société a reçu un montant de 781 850 \$ à la suite de placements accréditifs pour lesquels elle a renoncé aux déductions fiscales.

La Société a renoncé à des dépenses admissibles de 424 350 \$ au 31 décembre 2011 et renoncera pour 357 500 \$ au 31 décembre 2012 au profit des investisseurs et la direction est tenue de remplir ses engagements dans le délai prévu de un an à compter de ces dates.

1.18 CONTINGENCIES AND COMMITMENTS

The Company is partially financed through the issuance of flow-through shares and, according to tax rules regarding this type of financing, the Company is engaged in realizing mining exploration work.

These tax rules also set deadlines for carrying out the exploration work, which must be performed no later than the earlier of the following dates:

- Two years following the flow-through placements;
- One year after the Company has renounced the tax deductions relating to the exploration work.

Commitments to carry out exploration work that are not respected are subject to a combined tax rate of 27% (Canada and Quebec).

However, there is no guarantee that the Company's exploration expenses will qualify as Canadian exploration expenses, even if the Company is committed to taking all the necessary measures in this regard. Refusal of certain expenses by the tax authorities would have a negative tax impact for investors.

During the reporting period, the Company received \$781,850 following flow-through placements for which the Company renounced tax deductions.

The Company has renounced tax deductions of \$424,350 as at December 31, 2011 and will renounce \$357,500 as at December 31, 2012 to the investors and management is required to fulfil its commitments within the stipulated deadline of one year from this date.

1.19 AUTRES

- a) Des informations additionnelles sont disponibles sur SEDAR à www.sedar.com.
- b) Divulgateion au 24 janvier 2013 des données relatives aux titres en circulation.

Actions ordinaires en circulation : **13 104 000**
 Options au courtier en circulation : **226 320**
 Options aux administrateurs en circulation : **750 000**

Les options octroyées et exerçables au 30 septembre 2012 se détaillent comme suit :

1.19 OTHER

- a) Additional information is available on SEDAR at www.sedar.com.
- b) Disclosure of Outstanding Securities as at January 24, 2013.

Common shares outstanding : **13,104,000**
 Broker options outstanding : **226,320**
 Directors options outstanding : **750,000**

Options granted and exercisable as at September 30, 2012 are detailed as follows :

Nombre d'options en circulation / Number of options outstanding	Nombre d'options exerçables / Number of options exercisable	Prix d'exercice / Exercise price	Date d'expiration / Expiry date
<u>226 320</u>	<u>226 320</u>	0,15 \$	Décembre / December 2013
<u>750 000</u>	<u>750 000</u>	0,10 \$	Février / February 2022

1.20 LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

Le rapport annuel, incluant le présent rapport de gestion, peut contenir des réclamations progressives, incluant des déclarations relatives aux performances anticipées d'affaires et de finances de la Société, ce qui veut dire qu'il y a certains risques et incertitudes, ce qui peut être la cause que les résultats actuels de la Société peuvent être différer de ceux envisagés par les déclarations progressistes. Les facteurs qui peuvent causer ou contribuer aux différences incluent, entre autres, les prix du marché, la disponibilité continue du capital et du financement et la situation de l'économie générale, du marché et du monde des affaires. Les investisseurs sont avertis que les déclarations ne garantissent pas la performance future et que les résultats actuels ou les développements peuvent différer de façon matérielle de ceux prévus par les déclarations progressistes. Les investisseurs sont aussi prévenus de considérer les autres risques et incertitudes émises dans les dépositions et classement requis.

1.20 DISCLAIMER

This annual report including this MD&A may contain forward-looking statements, including statements regarding the business and anticipated financial performance of the Company, which involve risks and uncertainties, which may cause the Company's actual results to differ materially from those contemplated by the forward-looking statements. Factors that might cause or contribute to such differences include, among others, market prices, continued availability of capital and financing and general economic, market or business conditions. Investors are cautioned that any such statements are not guarantees of future performance and those actual results or developments may differ materially from those projected in the forward-looking statements. Investors are also directed to consider the other risks and uncertainties discussed in the Company's required financial statements and filing.

(s) Guy Girard, Président et chef de la direction / President and Chief Executive Officer

(s) Marc Labrecque, Chef des Finances / Chief Financial Officer

Montréal (Québec), le 24 janvier 2013 / January 24, 2013